

Le carrosse se transforme en citrouille à minuit

BUDGET ITALIEN Le déficit de l'Italie pourrait tendre à 3 % du PIB en 2019

► L'ultimatum fixé par l'Europe à Rome pour changer son budget prend fin ce soir à minuit.
► Mais le gouvernement populiste semble déterminé à ne pas revoir sa copie.

ROME
DE NOTRE CORRESPONDANT

L'Italie se trouve aujourd'hui dans la situation d'un mauvais élève à qui une seconde et dernière chance est offerte. Le 25 octobre dernier, le commissaire Moscovici avait volé jusqu'à Rome pour dire de vive voix au ministre de l'Economie Giovanni Tria que le budget 2019 comportait « des violations sans précédent du pacte de stabilité ». Et il avait donné à Rome jusqu'au 13 novembre à minuit pour revoir sa copie. Mais le mauvais élève ne veut rien savoir. Matteo Salvini, Luigi Di Maio et le président du conseil, Giuseppe Conte, ont plusieurs fois répété au cours des derniers jours leur indisponibilité à modifier le budget.

Le scénario de la tempête approche

Le premier différend entre Rome et Bruxelles porte sur le déficit 2019 prévu à 2,4 % du PIB. Un 2,4 % qui, selon toutes les institutions internationales, tendra plus réalistement à 3 %. Pour l'Europe, un tel déficit ne permettra pas de réduire l'énorme dette de l'Italie, 2.300 milliards soit 231 % du PIB. C'est également l'avis des agences de rating. Moody's a abaissé la note de Rome en plaçant les bons du trésor transalpins un seul grade au-dessus des « junk bonds », les « investissements poubelles ». Un déclassement supplémentaire et les banques italiennes n'auraient plus accès aux liquidités de la BCE. Elles fermeraient le cordon de la bourse du crédit. Le scénario de la tempête parfaite.

Un second front porte sur les prévisions de croissance. Toutes les institutions, commission européenne, BCE, FMI, OCDE et banque d'Italie prévoient pour la péninsule une croissance

de 1,1 en 2019, 1,2 en 2020 et 1,3 en 2021. Rome parie en revanche sur 1,5, 1,6 et 1,4. Pari courageux mais possible ou négationnisme économique ? Seul l'avenir le dira. Mais aucun des 17 États de la zone euro ne soutient les prévisions du gouvernement.

Deux approches divergentes

Enfin, au-delà des chiffres, Rome et Bruxelles divergent sur le contenu substantiel du budget. Pour le gouvernement italien, l'avancement de l'âge du départ à la retraite favorisera l'entrée dans le marché du travail de centaines de milliers de jeunes. Le revenu de citoyenneté dopera la consommation interne et remettra également des chômeurs au travail. Ce sont donc deux mesures qui favoriseront la croissance. Faux pour Bruxelles. Ces mesures d'assistanat, financées en déficit, augmentent les dépenses courantes et ne favorisent pas la croissance. Elles sont destinées à satisfaire les promesses électorales en vue de la consultation européenne du printemps 2019.

« La politique d'austérité des années précédentes n'a pas permis de résorber la dette et elle a plongé la péninsule dans une grave crise. L'Italie est victime d'un préjudice. Nous avons le devoir d'essayer une autre politique », rétorque le gouvernement. Une défense discutable. Au cours des 4 dernières années, la péninsule a eu 4 % de croissance et elle a créé un million de nouveaux emplois. L'Europe a mis fin à l'austérité en 2011 et depuis la Commission a concédé à Rome 40 milliards de dépenses en dérogation au pacte de stabilité. Enfin l'Italie est surreprésentée dans les institutions financières européennes. Mario Draghi, qui a fait acheter en 3 ans 360 milliards de bonds du trésor transalpin par la BCE, est italien. Comme sont italiens Marco Buti, chef de la direction économique de la commission,

Andrea Enria président de l'autorité bancaire européenne et Roberto Gualtieri, président de commission économique du parlement européen. Difficile de croire que tous ces hauts fonction-

naires trament contre leur pays.

Hier encore, le ministre Tria essayait d'infléchir l'aveuglement des chefs de la coalition proposant la baisse des prévisions de croissance au nom du ralentissement économique de toute l'Europe. Cela permettrait de rouvrir le budget sans perdre la face. Mais Luigi Di Maio et Matteo Salvini semblaient inflexibles.

A moins d'un coup de théâtre, ce soir à minuit le carrosse italien se transformera donc en citrouille. La commission constatera les violations du pacte qui seront signifiées officiellement à Rome le 25 novembre. La procédure d'infraction sera ouverte au début de 2019 après le vote d'un Ecofin... dont l'issue ne fait aucun doute. ■

DOMINIQUE DUNGLAS

À PALERME

Sortir du chaos libyen

Palerme accueille, les 12 et 13 novembre, une conférence internationale censée esquisser une solution à la crise libyenne. Mais ses résultats sont d'ores et déjà menacés par l'incertitude entourant la présence en Sicile du maréchal Haftar, homme fort de l'est du pays. Enième tentative pour lancer un processus électoral et politique censé sortir le pays de l'ornière, cette conférence suit celle de Paris en mai dernier qui avait abouti à un accord sur une date, le 10 décembre, en vue de tenir des élections nationales. En faisant durer le suspense sur sa participation, « Haftar a déjà réussi à convaincre la conférence Palerme de l'importance de son rôle dans tout accord potentiel (...) et à renforcer sa position d'acteur clé de la crise libyenne », a estimé Mohamed ElJarh, analyste libyen. (afp)